



## Chapitre 1 : Le règne de la précarité : (p.14)

« La précarité, c'est d'abord l'état le plus fréquent des groupes sociaux, soit avant l'apparition de la sécurité, soit en son absence (...). La situation est concrète et ses contraintes sont immédiates : chaque erreur peut se révéler fatale et provoquer la mort physique des individus, l'extinction des groupes, la destruction de leur mémoire et de leurs valeurs.

La précarité n'est pas la pauvreté. Les conditions sont proches et souvent liées mais sans pour autant être identiques. La pauvreté est un état objectif qui se mesure par les besoins nécessaires insatisfaits. C'est aussi la défaite face aux difficultés, le risque de sombrer, l'incapacité à se relever ».

La précarité est une adaptation parcimonieuse. C'est l'utilisation aussi pleine que possible, de maigres ressources, en particulier alimentaires. C'est l'absence de droit à l'erreur, qui a conditionné pendant longtemps et conditionne encore la vie de la plupart des hommes. (p.14)

« Dans un monde précaire, pour les hommes dépourvus de marge d'action, les équations de bases sont évidentes : ceux qui se trompent disparaissent. (...) Celui qui survit ne s'est pas trompé, celui qui survit longtemps ne s'est jamais trompé.

En conséquence, toute initiative paraît porteuse d'un risque mortel. (p.15)

(...) Pour optimiser ses chances de survie, chacun doit imiter celui qui est parvenu à vivre le plus longtemps, son aîné, son « père ».

Implicitement, la formule « tu feras comme ton père » devient la ligne directrice du groupe.

(...) Dans de nombreux idiomes, les termes « vieux » et « sages » sont analogues. (...)

Comme pourrait-il en être autrement dans ses contextes où si un vieux n'est pas « sage », alors c'est qu'il est forcément mort ! (p.16).

« tu feras comme ton père » est une **disposition conservatoire** et non conservatrice. Elle tend à garantir la survie, elle revendique le maintien des procédures qui ont fait leurs preuves, non pas la naïve reconduction des habitudes et des croyances. (p.17)

p.18 : « Il semble évident que le monde rural a très longtemps vécu sur ce principe, et c'est encore vrai aujourd'hui dans bien des cas. (...)

Si l'initiative est délicate en situation de précarité, elle ne peut être totalement exclue et il se peut même que parfois elle réussisse (...) Il faut du temps pour que cette nouvelle ligne de conduite soit collectivement adoptée ; son intérêt se mesure à l'aune de la génération. Une nouvelle solution doit montrer qu'elle permet de survivre au moins aussi longtemps, et si possible plus, que celle déjà disponible. (...)

Le changement collectif s'étend donc au moins sur une génération, vingt ou trente ans, au grand désespoir des opérateurs, coopérants, volontaires, missionnaires ou techniciens pressés de rendre des comptes à des bailleurs de fonds dont beaucoup ont le regard fixé sur des comptes annuels (...)

Dès lors, la remarque de Chateaubriand « une tradition, c'est une innovation qui a réussi » est largement fondée.

Mesurer l'écart des options conservatoire / conservatrice est capital, car où que soient et quels que soit les espaces de précarité — village africain, bidonville indien (...) ou banlieue européenne — il rend possible et plausible leurs capacités d'évolution. (...)

p.19 « Mais cette évolution ne peut se faire qu'en respectant de façon scrupuleuse le caractère particulier de la logique conservatoire (...) **L'obligation du changement sans le risque impose que les propositions d'innovation soient faites selon un principe additif et non de substitution.** Le groupe en précarité peut s'entendre suggérer une nouvelle pratique

(technique, économique ou sociale) **en plus des pratiques antérieures**, démarche perçue comme sans risque. Par contre, il ne peut recevoir une suggestion de pratique qui viendrait en substitution à une autre. Cela revient à une trop grosse prise de risques, ce n'est pas recevable. »

p.21 « aujourd'hui dans les pays industrialisés, mais aussi dans d'autres pays, les cadres, employés ou salariés disposent de statuts de fait ou de droit qui leur assurent une marge de sécurité. (...) »

p.22. Ainsi protégés, les hommes perçoivent l'initiative comme une qualité. En cas d'erreur, le risque est minime : alors qu'un agriculteur africain engage ses moyens d'existence à chaque étape du calendrier agricole, un céréalier ou un éleveur des Pays-Bas voit une part de ses revenus garantis par des aides et subventions diverses. Ses éventuelles fautes de gestion ou une baisse occasionnelle de sa production n'auront d'incidence que sur l'autre partie de ses revenus.

**L'existence d'un certain droit à l'erreur a pour effet d'opérer une distinction entre les notions de risque et d'initiative.**

p.23. « Dans ce cadre, libérée de sa composante risque, l'initiative se fait vertu et progressivement les sociétés s'accordent à estimer « qu'il faut faire mieux que son père ». Cette logique d'évolution s'est déployée dans tous les cas où la sécurité ressentie par les hommes s'est accrue.

L'obligation de faire mieux, de faire autrement s'est imposée, quitte parfois à ce qu'il y ait une singulière confusion entre « faire plus » et « faire mieux ».

(...)

p.24 : « Cette contradiction est si intériorisée qu'elle passe inaperçue à l'intérieur de la société industrielle. Par contre elle est évidente et parfois insupportable aux yeux de ceux qui la contemplant de l'extérieur, depuis les sociétés peu ou pas industrialisées (...) Alors peuvent se manifester des réticences à s'insérer dans un système aussi peu cohérent. On peut même faire l'hypothèse que les personnes sont assez facilement fascinées, attirées par cette société évolutive, alors que les groupes sont parfois sceptiques devant les dommages qu'entraînent cette confusion entre « faire plus » et « faire mieux ». Il s'ensuit alors des tensions sociales fortes, le groupe s'opposant aux initiatives individuelles (...)

Cette logique tacite (faire plus) s'accompagne d'un objectif précis : la hausse du niveau de vie.

(...) Cet objectif possède une double caractéristique particulière : il est quantifiable et infini. Quantifiable pour chacun, il devient objet de comparaison pour tous, et donc objet de convoitise et de frustration, puissant moteur de l'activité humaine.

Etant par définition infinie (...) la hausse du niveau de vie engendre une tension sociale permanente. Sa visibilité et sa lisibilité en font le repère prédominant et la principale mesure des activités. Les autres paramètres lui seront volontiers sacrifiés, notamment les repères relatifs à la qualité de vie, paramètres non quantifiables. C'est l'origine de bien des décisions, comportements et pratiques étonnantes des pays industrialisés.

## **Chapitre 2 : Les implications de la précarité (p.27)**

« Les sociétés de précarité sont dans un état d'équilibre fragile que chaque variation du volume des populations et des ressources peut détruire. La préoccupation de survie les a amenées à déployer des pratiques de reproduction qui mobilisent et orientent la plupart des activités (...)

**Le contrôle de la reproduction suppose l'invention de règles et d'usages** dont les formes varient mais dont la finalité est élémentaire : empêcher le blocage des mécanismes de

renouvellement social, à commencer par les plus indispensables **qui concernent la démographie, le statut de la femme, la cohésion sociale, la natalité.**

p.29 : « La protection, voire la tutelle, dont toutes les femmes en âge de procréer font l'objet s'inscrivent dans ce registre.

Cette protection se traduit par l'exclusion de la femme de certains lieux jugés dangereux et au premier rang desquels figurent (...) les espaces militaires et guerriers, puis par voie de conséquence, les milieux politiques et religieux où les décisions sont prises.

L'exclusion, d'abord partielle, des femmes, contrarie les rapprochements ou du moins les complique et les diffère ; elle provoque un sentiment latent de frustration chez les hommes, une forme d'agressivité à l'égard des femmes. Agressivité dont il convient de les protéger en séparant encore plus les hommes des femmes. Ce qui, bien sûr, a pour effet d'augmenter les frustrations et l'agressivité des hommes envers les femmes. De la protection des femmes à leur surprotection, de leur surprotection à leur enfermement, il n'y a que des degrés faciles à franchir ! »

### **Les mariages arrangés (p. 30)**

#### **Eviter les divisions (p.31) :**

« La scission d'un groupe se traduit par une division instantanée du nombre de femmes dans chacun des sous-groupes résultants, donc la mort. C'est la raison pour **laquelle la lutte contre les fractures sociales est au cœur des stratégies des groupes subissant la grande précarité.** Pour ce faire, il est mis en place **un principe qui domine l'échelle des valeurs et régit les rapports entre les individus : nouer et entretenir des relations sociales est plus important que tout.**

p.32 : Au Sénégal, un dicton wolof résume bien cette hiérarchie de valeurs : « Qu'est-ce qu'un pauvre ? un pauvre, c'est celui qui n'a pas d'amis ».

(...) Et donc **la notion même d'initiative sera revisitée à la lumière de ce principe** : si une pratique nouvelle (...) ne s'avère bénéfique que pour une fraction d'un groupe social, elle sera considérée avec prudence, circonspection ou méfiance : elle peut apporter la division.

(...) **L'énergie dépensée à tisser, entretenir des relations personnalisées à chaque instant de la vie est le meilleur et le seul moyen pour assurer la pérennité du groupe.** Les autres activités (produire des biens, faire fonctionner une administration, etc.) sont secondaires et traitées avec moins d'empressement, susceptibles d'être sacrifiées au principe relationnel.

p.33. « Ce principe polarise les groupes. Au cœur de la culture, il fixe jusqu'à la réponse de la question existentielle : « Qui es-tu ? — je suis fils de... ». (...)

« Le cas de la culture malgache est particulièrement représentatif du principe relationnel : le *fihavanana* est un concept philosophique autant qu'une pratique quotidienne supposant une solidarité préexistante entre les humains qu'il faut préserver à tout prix. Une dispute grave peut définitivement déchirer le tissu social, ou plutôt la natte dont les hommes constituent les brins entrecroisés. Aussi faut-il éviter les conflits, une attitude que les Occidentaux interprètent comme de l'hypocrisie. C'est au nom du *fihavanana* qu'on réunit la collectivité, et qu'on annonce les décès, mais aussi qu'on accueille les étrangers. C'est un système d'alliance assez étendue, qui permet à chacun de s'identifier par son appartenance à une collectivité définie. (...) Le principe existentiel malgache en découle, puisque le terme *andevo* qui désigne l'esclave signifie précisément « privé d'ancêtres nommés » (*Madagascar*, Pierre Vérin, Paris, Karthala, 1990)

p.34 : « Il faut noter le caractère très cohérent de ce système identitaire. En effet, ces sociétés sont par définition très soumises aux aléas de la vie quotidienne, elles exercent un faible contrôle sur l'incertitude. Et ce mode de définition de la personne soustrait l'individu aux

aléas de la vie quotidienne. « Fils de... », l'homme (...) existe indépendamment de ce qu'il fait, dans un système identitaire prescriptif, dont le sens se construit dans la continuité d'un réseau et non à partir d'un individu. De ce fait, l'activité des hommes ne relève pas de la dimension existentielle.

Par ce biais, des sociétés peu industrialisées parviennent à supporter des taux de chômage de 30, 40 ou 50%, alors que, nous le verrons plus loin, les vieux pays industrialisés sont menacés d'explosion sociale quand ce taux atteint 10%. »

« La permanence de ces liens sociaux est très équivoque.

p.36 : Elle permet la solidarité dans le groupe (...) Mais cette solidarité étant obligatoire, elle oblige à la redistribution en permanence et prive celui qui prend des risques des bénéfices qu'il pourrait en retirer. Dans cette optique, les liens sociaux deviennent vecteurs d'allégeance relationnelle.

p.37 : Ce rapport d'allégeance a des conséquences importantes sur les schémas de **transmission du savoir**. En effet, il implique une transmission à sens unique, des plus âgés vers les plus jeunes. Seuls les anciens ont « le droit », devenu privilège, d'enseigner aux jeunes.

p.38 **Le savoir, au sens large, descend les générations et ne les remonte jamais**. Cette attitude a de grandes répercussions sur la vie sociale, mais aussi professionnelle, économique et politique des groupes concernés.

Ces paramètres permettent de comprendre l'importance de la distance hiérarchique dans la vie politique mais aussi dans l'entreprise. Dans les groupes sociaux marqués par la logique de la précarité, la puissance des rapports d'allégeance a pour effet d'entretenir une forte distance hiérarchique.

**La pyramide des âges dessine alors une pyramide des pouvoirs.**

(...) Nombre de responsables politiques usent et abusent de cette caractéristique pour durer. Dictatures et gérontocraties trouvent là un soutien inattendu. Dictateurs médiocres et corrompus se tiennent au pouvoir dès lors qu'ils accèdent au statut de « vieux sages ». Il n'est qu'à voir leur empressement à se faire appeler « le vieux », « Papa » ou « Tonton » pour deviner sur quel registre ils s'emploient à obtenir ou conserver une légitimité.

p.40 : « La logique de précarité accorde moins d'importance au mode d'accession au pouvoir et privilégie la reconnaissance en fonction de la capacité à assumer ses devoirs sociaux, c'est-à-dire à redistribuer aux siens les ressources nécessaires à leur survie. C'est la légitimité par la redistribution face à la légitimité par l'élection. »

### **Le temps cyclique (p.40)**

« Sous le régime de la précarité, les hommes connaissent un rapport au temps aussi précis que logique.

La proximité du monde rural, le cycle des saisons, le rythme de la logique conservatoire inscrivent ces groupes dans une perception cyclique du temps.

(...) Ce temps cyclique est au sens propre, inéluctable. Il n'est pas une grandeur maîtrisable que les hommes peuvent s'approprier.

(...) Corollaire de la logique conservatoire, le temps cyclique identifie le futur au danger mettant en cause l'organisation de la société.

(...) C'est un processus du même ordre qui pousse les groupes de précarité déstabilisés par un présent plein de nouvelles incertitudes à se retourner vers le passé (...) : les mouvements intégristes de toutes obédiences en sont une manifestation, au nord comme au sud. »

### **Les implications de la sécurité (p.42)**

« L'objectif des groupes sociaux en contexte de sécurité est la hausse du niveau de vie, objectif quantifiable »

« L'histoire contemporaine montre qu'il suppose une organisation économique rigoureuse. Chaque opérateur se voit investi d'une fonction précise qui détermine sa place dans la société ».

(...) La fonction (...) est érigée en réponse unique à la question existentielle « Qui es-tu ? » La seule réponse considérée comme valide est la fonction, « médecin », « enseignant », « ouvrier », « agriculteur », devenue complément indispensable au nom de la personne. En son absence, une deuxième question relance la demande de présentation : « Que faites-vous ? »

Ainsi la fonction fait partie intégrante de la personne (...). Dans les années 60, le mode de présentation classique était de donner son nom, son prénom et sa fonction. Le nom de famille est alors un signe précis de définition de la personne par sa filiation.

Puis l'ordre s'est inversé, le prénom a précédé le nom, et il est aujourd'hui fréquent de ne donner que le prénom et la fonction, gommant ainsi toute trace de filiation, renforçant de ce fait le poids relatif de la fonction dans la définition de l'être. « Qui es-tu ? — je fais ».

p.44 « Aujourd'hui, la productivité globale du travail atteint des niveaux tels que le chômage s'étend. Ce sont des millions de personnes qui ne « font plus » et qui, donc, ne « sont plus ». Le chômage n'est plus dans les sociétés de sécurité un problème uniquement économique, c'est un problème existentiel.

(...) C'est le paradoxe existentiel majeur des sociétés industrialisées aujourd'hui : la société oblige à travailler pour être, et simultanément, ne distribue plus suffisamment de postes, afin d'assurer le niveau de vie de ceux qui travaillent. (...)

p.45 ! « Quand l'homme ne peut plus « faire », il est nié, exclu, et comprend que la liberté c'est aussi la solitude, qu'il s'agit là des deux faces d'une même médaille. Les banlieues de solitude, l'isolement des personnes âgées sont des conséquences directes de la définition fonctionnelle de l'être ».

p.46 : Baisse du taux de la natalité : « Les groupes sociaux, sous l'influence de la sécurité, considèrent l'enfant sous l'angle des coûts : coût de l'éducation, coût de l'instruction et de la formation.

(...) « Cette tendance est renforcée par la quasi-certitude que plus tard, quand il rentrera dans la vie active, l'enfant gardera ses gains, sans en faire profiter ses propres parents. Il s'agit là de l'un des effets du système de retraite personnalisée (...) des pays industrialisés. A chacun les revenus de son travail. Le plein emploi distend les liens familiaux qui perdent leur dimension économique. A ce titre, les systèmes de retraite par capitalisation achèvent de rompre le lien économique parents-enfants car ces derniers ne cotisent plus pour les premiers.

p.47 (...) « La logique de sécurité, par atomisation de la famille, valorisation du niveau de vie et de la liberté individuelle, indépendamment du groupe, pousse sans cesse le taux de natalité à la baisse.

(...) « Tu feras mieux que ton père » donne à celui qui met cette logique en action un regard empreint de fierté personnelle en direction de « son père ». Lorsque le « mieux » s'accroît,

alors la fierté personnelle peut devenir indifférence pour la génération précédente et, dans certains cas, mépris. Il s'instaure une distanciation entre les générations, qui pousse peu à peu les générations pagées vers « l'inutilité ».

### **Commerce du savoir (p.48)**

« Le rapport de transfert s'établit de celui qui sait vers celui qui ne sait pas, indépendamment de l'âge. (...) Ce découplage âge/savoir permet la mise en place de ces réseaux de transfert d'informations totalement anonymes que sont les médias ».

### **Le temps linéaire :**

p.49 : « **A chaque fois que s'impose l'idée selon laquelle il est normal que demain soit mieux qu'hier (...) se met en place un schéma de temps linéaire** qui présente le futur à inventer en permanence. (...) Non seulement linéaire, le temps devient aussi maîtrisable. Il est un paramètre intériorisé par l'homme qui le met au rang des autres paramètres appropriables, maîtrisables : « Demain sera tel que tu le feras ».

Maîtrisé, le temps devient linéaire et évolutif : hier ne revient jamais, le futur est à créer. Du coup, passé, présent et futur deviennent trois dimensions presque sans lien et d'importance respective variable.

p.50 « Le passé est de moins en moins important, cela se traduisant d'ailleurs par une baisse du temps d'enseignement de l'histoire dans les systèmes scolaires. Le présent lui-même est fugace, il n'est occupé que par la préparation du futur, véritable ligne d'horizon vers laquelle tend la société en permanence. De cette notion de temps maîtrisable découlent deux sentiments qu'éprouvent les membres des sociétés de sécurité : « le gain de temps » et « la perte de temps ». **Dans cette perspective ont ensuite été conçues les notions de programmes, planning, projet, planification. (...)**

Ces sociétés ont assuré leur domination sur le monde en affinant sans cesse des idées et des pratiques de gestion du temps. (...) **En un mot, le développement c'est la gestion du temps.** Or, les acteurs du progrès donnent d'eux-mêmes une image bien précise : ils n'ont pas le temps. Ils n'ont pas le temps de parler, pas le temps de développer des relations sociales, pas le temps de s'arrêter, pas le temps de vivre.

(...) L'hyperactivité, gage de leur réussite professionnelle, se traduit par la disparition du temps personnel. Au total, pour l'observateur extérieur à ce système de références, le solde est simple à calculer : celui qui s'inscrit dans un principe de maîtrise du temps n'en a plus, celui qui reste sur un principe de temps non maîtrisable n'en manque jamais ». (p.51)

« L'augmentation de la sécurité pousse les hommes vers une sorte de perception hypertrophiée du futur, véritable projection de soi-même. Cela aboutit à la notion de projet qui envahit la vie des hommes : projet de société au plan politique, projet d'établissement scolaire, projet industriel, projet économique et, *in fine*, projet personnel sans lequel l'individu ne serait plus totalement lui-même ».

### **Chapitre 3 (p. 52) : l'apparition des nouvelles références culturelles**

(ce chapitre sur **les origines du développement dans les pays occidentaux** reprend un grand nombre d'éléments d'un cahier d'information SILO paru en 1989 inspiré du livre de P.Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1983) :

***Il est résumé en annexe 1 pour ceux qui ont oublié leurs cours d'histoire sur la révolution industrielle !***

## **Chapitre 4 : quiproquos culturels... (p.69)**

« A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays européens pénètrent des régions restées jusqu'alors à l'écart de la révolution agro-industrielle. Le taux de mortalité y est d'environ 40‰, près du double de celui des pays européens considéré alors comme normal. Les colonisateurs vont donc tout de suite s'efforcer de le faire baisser (...) en oubliant qu'il s'agit là d'une situation d'équilibre démographique naturel, le taux de natalité étant alors d'environ 45‰. Leur réussite est (...) spectaculaire : en quelques dizaines d'années le taux de mortalité chute de 40‰ à 20‰. (...)

(p.70) « La lutte contre la mort justifie le processus colonial. Le dévouement des médecins coloniaux est couronné de succès, les taux de mortalité sont divisés par deux durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. L'effectif des populations se met à augmenter très vite sans qu'une politique de développement des cultures vivrières soit mise en place. Seul est mis un accent sur les cultures de rente (coton, arachide, café, cacao) qui sont rendues obligatoires » Mais la « croissante démographique qui s'ensuit n'est pas accompagnée de progrès agricole et va donc se traduire par une aggravation de la situation alimentaire de chacun. La précarité s'en trouve augmentée et le taux de natalité va rester très élevé, proche du maximum biologique. (...) A partir de 1945-50 c'est l'explosion démographique, inconnue dans les pays industrialisés qui ont évolué dans un contexte de sécurité croissante.

p.71 « Conscients que le niveau d'éducation de leur population ne leur permettra pas d'atteindre un taux de croissance économique supérieur à 3.5%, les dirigeants de ces pays décident de ralentir la croissance de leur population (...) par la baisse du taux de natalité (...) malgré les critiques très violentes du monde occidental qui n'admet pas à cette époque l'idée d'un contrôle autoritaire de la natalité. (...)

En conséquence les taux de mortalité s'étant stabilisés vers 15‰, l'Inde et la Chine connaissent maintenant des taux de croissance démographique inférieurs à 2%. (...) Ces pays sont parvenus à des taux de croissance de 7% en Inde depuis 1990 et 14% en Chine. Depuis 15 ans, le niveau de vie moyen augmente donc, la sécurité ressentie s'améliore, le taux de natalité diminue, «naturellement».

L'Amérique latine s'est engagée depuis le milieu des années 70 dans la même voie, avec des méthodes moins coercitives. (...) La croissance démographique est tombée à 2,5% par an. Elle est aujourd'hui du même ordre que la croissance démographique (avec de très gros écarts entre les pays : de 1985 à 1993 le PIB d'Haïti a baissé de 1,6% en moyenne annuelle pendant que celui du Chili croissait de 7,1% également en moyenne annuelle).

L'Afrique n'a pris en compte le phénomène que récemment et timidement, et continue de considérer que les enfants sont seulement des richesses (...). Seule la Tunisie a choisi une voie de contrôle discret de la population par le biais de la scolarisation des filles. En effet le sentiment de sécurité est aussi fonction du niveau de formation. (p72)

## **Identité relationnelle et redistribution (p.73)**

« Depuis le milieu du XIX s. les groupes en situations de précarité sont donc structurellement en crise : leurs autorités manquent de moyens pour assurer leurs devoirs sociaux (cf. chapitre 2). En conséquence, l'obligation sociale demeurant, chaque autorité va tenter de trouver ailleurs ces moyens (...) » : les moyens de l'état sont perçus comme n'appartenant à personne. « Dans ce contexte où pour exister, il faut impérativement se définir par la filiation, les structures anonymes type Etat ou « sociétés anonymes » tombent exactement dans la définition du non-être. Les biens qui vont leur être enlevés, prélevés, n'appartiennent à personne.

(p.74) « Il s'agit là d'un conflit de valeurs essentielles entre les cultures de précarité qui refusent l'anonymat et les cultures de sécurité qui exigent l'anonymat » (cet anonymat étant la condition du fonctionnement égalitaire de l'état, cf. chap.3 p.64)

### **Coopération, aide au développement et malentendus :**

« Les pays disposant du droit à l'erreur ont mis en place à partir des années 70 des « politiques d'aide au développement ». (...) Toutes ont un point commun : des acteurs de pays industrialisés, ayant hérité de l'Histoire un système de références culturelles intégrant le droit à l'erreur, poussent à la modification des comportements des acteurs n'ayant pas ce droit.

(p.75) « Ceux du Nord sont porteurs de quelques présupposés : la situation est jugée insupportable, il est possible d'en imaginer une meilleure, il faut modifier les comportements des hommes pour qu'ils s'adaptent à la situation projetées.

Cette vision volontariste du « développement » repose sur l'idée d'un lendemain maîtrisé, meilleur. C'est utiliser le concept de temps linéaire et maîtrisable pour mettre en mouvement un groupe sous l'influence de la précarité, disposant d'une perception cyclique et non maîtrisable du temps.

« Ainsi le terme même de développement ne revêt pas le même sens et ces contradictions culturelles finissent par rendre le concept peu opératoire. (...) L'acceptation volontariste des pays de logique de sécurité se heurtent aux logiques conservatoires qui s'appuient sur le temps cyclique.

Les coopérants, volontaires et autres missionnaires du développement se heurtent chaque jour à ce qui paraît plus qu'une nuance et qui est pourtant bien peu souvent abordé. La conviction qu'un pareil concept est universel mine les effets de bien des politiques de développement. D'ailleurs, les fondements mêmes de ces politiques reposent sur un concept plus ambigu qu'il n'y paraît : la solidarité. Les groupes sociaux sous l'influence de la sécurité ont développé des structures sociales laissant une large place à l'individu. (...) De ce fait ces sociétés sont donc simultanément des sociétés de liberté individuelle et donc de solitude.

C'est la montée de la solitude dans les sociétés industrielles qui génère un besoin de solidarité, perçue comme un moyen de recréer les liens sociaux (...) Or le lien social volontaire n'est pas une notion universelle.

Les groupes sociaux sous l'influence de la précarité connaissent et subissent les liens sociaux sous le régime du rapport d'allégeance. Il n'est pas rare que la traduction du terme « solidarité au sens européen du terme, donne en Afrique ou ailleurs « allégeance » (...)

Or, justement, ces rapports d'allégeance sont probablement ceux qui pèsent le plus sur l'initiative, sur la liberté de l'homme.(...)

L'absence de références culturelles précises dans l'élaboration des politiques de développement constitue une faiblesse fréquente. La vision du développement volontariste est aujourd'hui un modèle dominant qui laisse peu de place à d'autres expressions.

(...)

**(p.77) Le projet, (de développement), projection dans l'avenir d'une idée d'amélioration, suppose une perception linéaire et maîtrisable du temps, celle qui justement est générée par le sentiment de sécurité. Mais cette notion s'accommode très mal de la perception cyclique et non maîtrisable des contextes de précarité. (...) Les conflits de sens affectent considérablement la viabilité de ces projets.**

**Un corollaire du projet, l'objectif, est lui aussi porteur de freins considérables qui entravent en permanence les dynamiques sociales. »**

La conjonction d'un grand nombre de facteurs (dont dépendent la réalisation des objectifs) et du faible contrôle de l'incertitude qui caractérise les sociétés de précarité rend inévitable une évolution du projet en cours de réalisation, voire une dérive et une non-réalisation de tout ou partie des objectifs. **Un résultat non conforme aux prévisions est ainsi presque inéluctable, et la mesure du résultat s'oriente vers l'évaluation de l'écart constaté entre l'objectif initial et le résultat final, c'est à dire une évaluation par défaut. Sa dimension négative exerce toujours un effet déresseur sur les acteurs du projet, ainsi que sur les bénéficiaires et bailleurs**, discréditant chaque jour un peu plus ces démarches projets. Les dynamiques sociales en souffrent considérablement, justement là où elles ont le plus de peine à émerger : dans les contextes de précarité.

Il faut rajouter une raison supplémentaire de quiproquo : les différentes acceptions temporelles. (...) La caractéristique commune aux personnes vivant sur les schémas de sécurité est ne pas avoir le temps : le Blanc n'a pas le temps. Quel est donc l'intérêt de s'inscrire dans cette perspective de temps linéaire maîtrisé ? Ce type de contradiction passe totalement inaperçu à l'intérieur de nos sociétés industrialisées mais il est réellement aveuglant depuis l'extérieur, ce qui explique le peu d'enthousiasme de certains groupes à s'engager dans cette logique.

### **La question de l'immigration (p.78-79)**

Les hommes migrent depuis la nuit des temps. Ils quittent les zones où la précarité est grande et s'installent là où ils peuvent espérer une meilleure sécurité. Cette réalité historique est de telle ampleur que l'invention récente des notions de pays, état, nation, frontières et passeport n'ont pu jusqu'à présent que ralentir le mouvement, sans l'arrêter et encore moins l'inverser.

(...)

L'immigration « par le haut » = « fuite des cerveaux »

« L'immigration par le bas » touche des personnes qui quittent un pays ou un lieu car la précarité n'y est plus supportable (...) Les années, parfois les décennies ou les siècles qui précèdent la migration ont façonné les hommes selon la logique conservatoire de la précarité, son objectif de survie et ses implications particulières.

Les hommes migrent pour « survivre » c'est-à-dire en renforçant leur objectif. De plus, ils migrent souvent par l'intermédiaire de réseaux relationnels qui s'inscrivent tout à fait dans leur système identitaire. Aussi, cette migration-là, loin de remettre en cause leur échelle de valeurs, la confirme par les conditions de l'immigration. Au cœur de cette échelle de valeurs, figure le système identitaire par la relation sociale, par filiation. Il est à l'origine de bien des incompréhensions.

### **« Ces jeunes qui traînent dans les rues... » (p.81)**

Les groupes sociaux sous l'influence de la précarité ont érigé la relation sociale au rang de valeur absolue.

Ce phénomène est parfois renforcé par un autre facteur : l'appartenance à une culture de tradition orale (...)

Parmi les nombreuses caractéristiques de l'oralité, étudiées par ailleurs, il faut noter le mode d'accès aux connaissances. Celles-ci sont, faute de support extérieur, stockées dans la mémoire d'une personne. Avoir accès à ce savoir impose donc la relation sociale, les sociétés de tradition orale sont basées sur le principe relationnel.

On conçoit donc aisément que pour des sociétés simultanément soumises à la précarité et de tradition orale, le facteur relation sociale soit la clé de voûte de la structure sociale.

Cela se constate dans tous les actes de la vie quotidienne, y compris et peut-être surtout ceux qui concernent l'éducation des enfants. Très tôt ceux-ci vont être insérés dans le faisceau des relations sociales. (...) Le but est double : assurer à l'enfant sa place dans ce système et donner aux groupes qui constituent son entourage (famille, lignage, ethnie, village) des preuves, des gages d'appartenance. Pour ce faire la famille partage la responsabilité de l'éducation des enfants avec l'ensemble du groupe. Ce ne sont plus simplement le père et la mère qui ont cette responsabilité. Partager la responsabilité éducative, c'est faire acte d'intégration sociale.

(...) Les familles de migrants qui arrivent dans les banlieues des grandes villes des pays d'immigration (France, Angleterre etc.) ont évidemment à cœur de s'insérer localement en partageant la responsabilité éducative. Elles vont confier implicitement leurs enfants à la garde des adultes du groupe d'accueil, le quartier. Cet acte d'insertion volontaire génère une représentation bien connue : « ces jeunes immigrés qui traînent dans les rues »

**Cette vision négative d'une démarche volontaire d'insertion est un des cas les plus flagrants de quiproquos culturels dont les conséquences pèsent lourd sur le climat social.**

La population, les jeunes, les enseignants, les travailleurs sociaux, les forces de l'ordre semblent, ici, jouer à une sorte de colin-maillard, chacun avec ses propres règles, en ignorant totalement celles des autres. Cette tendance est d'ailleurs renforcée par un fait précis : l'école à laquelle les immigrés confient leurs enfants se réclament d'une mission « d'éducation nationale ». Elle est bien là pour faire ce que fait le village d'origine.

**Tout est en place pour un énorme quiproquo :** les protestations des enseignants sur le thème « nous ne sommes pas des éducateurs chargés de remplacer les parents défaillants » sont alors totalement incompréhensibles aux yeux des immigrés : éducation nationale ou pas ? L'éducation nationale ne fait pas d'éducation ? (p.82)

### **Identité et autorité parentale (p.90)**

Alors que les cultures de précarité tendent à imposer la logique conservatoire (« tu feras comme ton père ») les cultures de sécurité poussent à la logique évolutive (« tu feras mieux que ton père »). Les parents migrants se trouvent confrontés à un dilemme cornélien. S'ils imposent leur logique au nom de l'autorité parentale, ils risquent d'être perçus comme « intégristes » en imposant leur fêrule à leurs enfants, nés en France et soucieux de se fondre dans la masse des jeunes français. S'ils perçoivent dans ce maintien un obstacle à l'intégration de leurs enfants, alors ils sont parfois tentés de leur libérer la voie, de les laisser aller plus librement vers la logique évolutive que eux, parents, maîtrisent très mal. Ce retrait parental est alors assimilé par la société à un abandon, un laisser-aller, une perte d'autorité.

### **La faiblesse de la notion de projet (p.83)**

La marginalité, l'exclusion, la précarité provoquent une hypertrophie du présent au détriment du futur. L'un des symptômes audibles est la propension des personnes dans cette situation à ne s'exprimer qu'au présent de l'indicatif. Se projeter est pour elles difficile ; en revanche, leurs désirs sont bien présents. La construction pédagogique doit reposer sur 2 éléments sûrs en situation de précarité : la connaissance du présent et l'expression du désir, en termes d'évolution.

Cela permet de définir une direction sans être gêné par une projection. La notion de programme, sans objectif, est probablement plus opérationnelle que la notion de projet. En effet un programme peut être conçu en fonction d'un point de départ connu (l'état de la

personne, sa situation, ses connaissances) et une direction (les connaissances que la personne souhaite améliorer). Il y a tout intérêt à ne pas définir d'objectif.

(p.84) Dans ce cadre, il est possible de procéder à des apprentissages. A terme, l'évaluation se fera dans des perspectives différentes : l'écart entre le point de départ initial et la réalisation, partielle ou finale. Il s'agira donc d'une mesure des acquis, forcément positive. Ce caractère positif est dynamisant, pour les acteurs, les opérateurs et l'environnement social.

Pour un résultat qui peut être objectivement identique, la pédagogie par programme est plus indiquée que la pédagogie par objectif, inadaptée aux situations de précarité. Cette idée peut être transposée avec profit dans les zones d'éducation prioritaires et les établissements scolaires où l'on continue de s'interroger sur les échecs scolaires.

## **Chapitre 5 : réinterprétation culturelle du travail**

### **La conception française du travail : un exemple d'ambiguïté (p.97)**

En français le mot « travail » vient du latin *tripalium*, le triple pal, un instrument de torture réservé aux esclaves.

(...) Lors de la révolution française, l'abbé Sieyès explique la nécessité d'organiser la société politique par rapport au travail. Ce qui va modifier en profondeur la valeur travail qui, de négative jusque là, va devenir positive. (...)

Aujourd'hui le travail est vécu en France comme un concept fondamentalement ambigu (...) Ces hésitations génèrent tensions et conflits et on comprend alors que la société française soit habitée par une véritable culture du conflit qui érige en pratique incontournable la gestion conflictuelle des rapports sociaux, notamment dans le monde du travail. Dans ce pays, les tensions sociales débouchent en général sur le conflit, avec grèves, souvent dures, puis négociations et règlement. Il est tout à fait exceptionnel que la négociation intervienne à l'orée du conflit, il est beaucoup plus courant qu'elle intervienne a posteriori une fois qu'il a pris de l'ampleur. (...) Dans le même ordre d'idées, les réunions, les négociations commerciales sont souvent abordées avec la conviction qu'il y aura un gagnant et un perdant illustrant les deux facettes du travail à la française.

### **Conceptions roumaine (p.96) , allemande et japonaise du travail : pp.99 et suivantes**

En roumain, « travail » se dit *lucru* (du latin *lucrum*, qui désigne le profit) et désigne un poste rémunérateur, une situation qui donne droit à une rémunération. (...) Travailler et produire de la richesse a longtemps été synonyme de collaboration avec un pouvoir autoritaire (...) Il s'en est suivie une vision particulière du travail où il y a dissociation entre l'activité proprement dite et ses résultats (...).

En allemand, travail se dit *Arbeit*, ce qui signifie « patrimoine » (ou en remontant plus loin, *l'acte glorieux qui fonde la qualité du chevalier*). Il s'agit là d'une acceptation positive, dans tous les cas, et pour tout le monde. Le travail est un acte positif, dans tous les cas, et pour tout le monde. Ce consensus marque toute la société allemande. (...) Dans l'entreprise, si une difficulté ou une revendication naît, elle est traitée avant de dégénérer en conflit, de façon à ne pas nuire au travail, à la production.

En japonais, travail se dit « *shigoto* » littéralement *processus d'accumulation de la connaissance*. Dans cette acceptation, elle aussi parfaitement univoque au même titre que l'acceptation allemande, les notions de formation, de recherche et de production ne sont que trois aspects d'une même réalité, le travail. (...)

### Résumé du Chapitre 3

Vers 1530, une comparaison entre le royaume d'Espagne et les Empires d'Amérique du Sud ne permet pas de conclure à la supériorité de l'un sur l'autre (architecture, urbanisme, voies de communication, administration, hydraulique rurale, astrologie ou chirurgie sont autant de domaines où les Incas n'ont rien à apprendre des conquistadors).

Les relations des grandes explorations européennes amènent toutes à un même constat : au XVIème siècle l'Europe est loin d'avoir affirmé la suprématie qu'elle affiche aujourd'hui.

Au XVII et XVIII s. l'Europe invente le progrès.

Au XIXème s. les conquêtes coloniales scelle la domination de l'Occident sur le monde.

**Les origines du développement : la révolution agricole aux Pays-Bas**, haut lieu de l'innovation agronomique, au XVI et XVIIème siècles :

suppression de la jachère, remplacée par le système d'assolement et de rotation des cultures, qui permet de cultiver en continuité toute la surface agricole utile ; extension de la culture de l'herbe qui contribue à associer agriculture et élevage. Avec le développement de l'élevage, le cheval remplace le bœuf pour les labours et les outils agraires connaissent des perfectionnements (charrue avec soc verseur) et des renouvellements (faux remplace la faucille) => augmentation de la vitesse de travail et donc de la productivité des actifs agricoles, facteur décisif pour le passage à une autre activité.

L'accroissement de la productivité est conforté par l'apparition de la sélection : les paysans gardent leurs meilleurs produits (animaux et végétaux) pour bonifier leurs reproductions. C'est le renversement de la pratique coutumière qui consistait à se défaire des plus beaux produits pour optimiser le revenu immédiat.

**La notion d'investissement** s'étoffe ainsi et contribue à la réforme cyclique du temps. (p.56)

A partir de 1690, les agronomes anglais empruntent les techniques mises au point aux Pays-Bas, et les appliquent chez eux, où la disponibilité de la terre est telle (il n'y a que 5 millions d'habitants) que les progrès de productivité sont énormes.

p.55 « Jusque là, on estime que la productivité agricole est d'environ 20% supérieure au minimum vital. Or les aléas climatiques ou techniques sont susceptibles de se traduire par des baisses de production d'environ 30%. Les récoltes sont alors insuffisantes et les hommes sont menacés de famines et de mort. **Il s'agit des conditions qui définissent la précarité et le rapport à l'initiative.** Il semble bien que jusqu'à cette époque, la logique de la précarité domine, y compris dans ses aspects conservatoires.

p.58 **L'adoption par les Land Lords des techniques agricoles mise au point au pays bas provoque une augmentation de la productivité qui devient supérieure de 50% au minimum vital** : le niveau atteint permet alors une chute accidentelle de la production sans affecter le minimum vital.

**Donc, l'accident n'est plus fatal, l'erreur est supportable, c'est la naissance du droit à l'erreur.**

A l'abri du droit à l'erreur, les hommes abandonnent la logique conservatoire et se mettent à « faire ». Ils y sont encouragés par la concomitance de trois facteurs :

- l'augmentation de la productivité par actif se traduit par un développement du commerce céréalier et une accumulation de capitaux disponibles ;
- cette même augmentation rend des ouvriers agricoles inutiles. Il y a accélération de l'exode rural, ces hommes se retrouvent dans les bourgs, main d'œuvre disponible à la recherche d'un emploi
- les progrès engendrés par les nouvelles techniques provoquent l'apparition de 2 types de besoins. En amont, les agriculteurs attendent charrues et faux : il y a une nouvelle demande d'outillage. En aval, une partie de l'argent gagné dans le commerce de céréales est dépensés sous forme de vêtements : la demande de textile augmente.

(...) C'est le début de la révolution industrielle, c'est-à-dire l'extension, l'expansion du droit à l'erreur. Elle va se faire grâce à des conditions économiques précises.

Les capitaux à investir pour créer une entreprise « proto-industrielle » sont faibles.

La main d'œuvre bon marché est disponible. Chaque atelier va couvrir le marché d'une petite ville ou d'un groupe de villages, sans réelle concurrence. Les marges bénéficiaires sont larges, 20 à 30% par an, et assurent à l'entreprise une énorme possibilité d'auto-financement.

Le coût du transport est élevé, le protectionnisme douanier omniprésent : il est plus facile et rentable de mettre en place un autre atelier à 50 ou 80 km que de faire voyager des produits : c'est dans ces conditions que la révolution industrielle va s'étendre à partir de l'Angleterre (1690-1700) en France (1750 pour les progrès agricoles, 1780 pour ceux de l'industrie), puis la Belgique, les Pays-Bas ; l'Allemagne au XIXème siècle. A la

fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Russie et l'Italie du Nord ainsi que la moitié Nord de l'Espagne et du Portugal. Entre temps, l'Amérique du Nord et toutes les colonies de peuplement de l'Angleterre auront été touchées à leur tour, puis le Japon s'approprie in extremis les nouvelles technologies.

Les pays qui n'auront pas été touchés par cet onde de choque technologique à la fin du XIX<sup>ème</sup> s. se retrouve 60 ou 80 ans plus tard sous l'appellation de Tiers-Monde.

(p.62) Pendant 150 ans de 1750 à 1900 on assiste à une diffusion du progrès technique qui cesse au début du XX<sup>ème</sup> siècle car les conditions de sa propagation change : les progrès techniques, et parmi eux la machine à vapeur, vont entraîner des évolutions en chaîne :

- les coûts technologiques augmentent
- la concurrence naissante provoque une baisse des marges
- la rentabilité du capital industriel baisse
- les coûts de transport baissent
- un courant en faveur du libre-échange se développe.

Ainsi il devient plus rentable d'exporter des produits plutôt que d'exporter la technique. « De plus, l'idée se répand que le libéralisme douanier a un effet dynamisant sur l'économie. Il s'impose peu à peu, les situations économiques commencent à se diversifier et les écarts se creusent : les premiers partis sont en avance (Angleterre surtout) sur les autres et notamment sur ceux qui deviendront plus tard ce fameux Tiers-Monde. (...) Cette époque cruciale, la fin du XIX<sup>ème</sup> s. voit la fin de la propagation de l'onde de choc technologique, c'est à dire la fin de l'extension du droit à l'erreur. Les pays qui ont bénéficié de l'extension de la révolution agro-industrielle en 1900 ont également bénéficié du droit à l'erreur. Ils sont appelés « pays industrialisés et fonctionnent, depuis, selon la logique de la sécurité.

#### **La France, une histoire particulière (p. 64)**

La révolution française, et l'organisation de la société par rapport au travail avec l'abbé Sieyès : « cette affirmation du travail comme valeur de base de l'organisation politique met le tiers état en avant et discrédite la noblesse et le clergé, puisqu'ils ne travaillent pas. Pour reconquérir une place reconnue dans la société, il va falloir travailler. Cette stratégie de disqualification des ordres privilégiés a abouti à l'érection du travail en valeur centrale et à la mise en route du processus de fonctionnalisation de la société » (p.66).

Passage d'une société féodale de type pyramidal à l'Etat républicain => principe d'égalité de tous devant la loi. Pour parvenir à ce résultat, il faut indifférencier les hommes et/ou rendre l'Etat aveugle aux différences => Sieyès propose la mise en place des représentations locales de l'Etat selon des découpages arbitraires (départements, cantons, communes) afin d'être sûr de diviser les groupes sociaux traditionnels. Ainsi, l'appartenance à l'entité sociale n'est plus prise en considération par la structure administrative, elle est « invisible », les hommes sont tous égaux devant la loi. Cet anonymat est la condition du fonctionnement égalitaire de la république. C'est l'antithèse du fonctionnement des sociétés de précarité qui au contraire, refusent l'anonymat et veillent à la survie de chacun à la condition expresse qu'il soit repéré socialement.